

B

BABET (M. Raphaël), Député de la Réunion
(2^e circonscription).

Son élection est validée [4 septembre 1946] (A., p. 3518). = Est nommé membre de la Commission des territoires d'outre-mer [26 juin 1946] (p. 2555).

Dépôt :

Le 5 septembre 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à étudier à l'occasion du projet de budget pour l'exercice 1947 des mesures propres à venir en aide à toutes les écoles de la Réunion afin que soient données à tous les enfants de ce département français, l'éducation et l'instruction auxquelles ils ont droit, n^o 677.

S'excuse de son absence [28 septembre 1946] (A., p. 4224). — Obtient un congé (*ibid.*).

BACON (M. Paul), Député du département de la Seine (4^e circonscription).

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2532). = Est nommé membre : de la Commission du règlement et des pétitions [26 juin 1946] (p. 2555) ; de la Commission du travail et de la sécurité sociale (*ibid.*).

Dépôts :

Le 11 juillet 1946, une proposition de loi tendant à la création d'une nouvelle forme de société dite « Société de travail et d'épargne »,

n^o 113. — Le 3 septembre 1946, une proposition de loi tendant à instituer l'élection de « délégués des jeunes » dans les entreprises, n^o 656. — Le 4 septembre 1946, une proposition de loi tendant à assurer la protection de la liberté du travail dans la liberté d'opinion, n^o 669. — Le 18 septembre 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à instituer une caisse des intempéries, n^o 881.

Interventions :

Participe à la discussion du projet de loi fixant le régime des prestations familiales ; Art. 14 : *Son amendement sur la durée de la grossesse et le droit aux allocations* [6 août 1946] (A., p. 2998).

NUMELEX

BADIE (M. Vincent), Député du département de l'Hérault.

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2531). = Est nommé membre : de la Commission de la justice et de la législation générale [26 juin 1946] (p. 2554) ; de la Commission des pensions civiles et militaires et des victimes de la guerre et de la répression (p. 2555).

Dépôts :

Le 11 juillet 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à exempter, sous certaines conditions, les anciens prisonniers de guerre et anciens déportés poli-

tiques du paiement de l'impôt général sur le revenu afférent aux années pendant lesquelles ils étaient en captivité, n° 124. — Le 18 juillet 1946, une proposition de loi tendant à la création d'une médaille commémorative en faveur de tous les Français et Françaises déportés politiques, n° 172. — Le 18 juillet 1946, une proposition de loi tendant à faire bénéficier les magistrats déportés politiques, internés, en vue de leur avancement et de leur retraite, du temps pendant lequel ils ont été ainsi écartés de leur fonction, n° 176. — Le 23 juillet 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à réviser d'urgence la fiscalité viticole, n° 226. — Le 2 août 1946, une proposition de loi tendant à étendre l'application de l'article 301 du Code civil, alinéa 2, à la séparation de corps, n° 357. — Le 8 août 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à faciliter la distribution et l'utilisation de la pénicilline, n° 427. — Le 20 août 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à défendre le consommateur par la répression de la spéculation sur la vente des vins, n° 498. — Le 22 août 1946, une proposition de loi tendant à incorporer au principal de la créance du Crédit foncier les arrérages que les débiteurs de cet établissement n'ont pu lui verser en raison des circonstances, n° 506. — Le 23 août 1946, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation générale sur le projet de loi tendant à la désaffectation des Iles Royales et Saint-Joseph du groupe des Iles du Salut de la Guyane française comme lieu d'exécution de la peine de relégation et à la désignation d'un nouveau lieu de séjour des relégués, n° 540. — Le 5 septembre 1946, une proposition de loi tendant à réglementer et à garantir la production et le commerce de la chaussure de qualité, n° 678. — Le 12 septembre 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre comme point de départ dans la liquidation des pensions d'invalidité, les dates auxquelles les mutilés, les invalides ou les victimes de la guerre et de la répression se sont mis en instance de pension devant un centre de réforme, n° 762. — Le 25 septembre 1946, un avis au nom de la Commission de la justice et de législation générale sur le projet de loi relatif à la répression de certains crimes contre le ravitaillement et la santé de la Nation, n° 1061. — Le 1^{er} octobre 1946, un rapport au nom de la Commission de

la justice et de législation générale sur le projet de loi portant modification et codification de textes relatifs à la constatation, à la poursuite et à la répression des infractions à la législation économique, n° 1141.

Interventions :

Participe à la discussion : du projet de loi portant amélioration de la situation des personnels de l'Etat, en activité et en retraite, relèvement des pensions de guerre et ouverture de crédits sur l'exercice 1946, en qualité de *Président de la Commission des pensions civiles et militaires et des victimes de la guerre et de la répression* : *Discussion générale* [2 août 1946] (A., p. 2934) ; Art. 5 : *Pensions des anciens combattants* (pp. 2967, 2969) ; — du projet de loi portant relèvement des pensions de guerre [9 août 1946] (p. 3113) ; *Discussion générale* (p. 3119). — Demandé à interpellier sur l'organisation de la campagne viticole et les mesures à prendre pour sauvegarder les intérêts des vignerons ainsi que les raisons qui ont déterminé le Gouvernement à fixer le prix du vin à la production à 140 francs le degré-hecto, alors que par suite des conditions atmosphériques défavorables le prix de revient est supérieur [10 septembre 1946] (p. 3601). — Participe à la discussion : de propositions de loi tendant à établir la Constitution de la République française ; Art. 7 : *Ses explications de vote sur l'amendement de M. Bastid* [11 septembre 1946] (p. 3651) ; Art. 17 : *Son amendement* [23 septembre 1946] (p. 3965) ; — du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1946 ; Art. 168 : *Son amendement* [26 septembre 1946] (p. 4091) ; — du projet de loi tendant à accorder à l'Etat un droit d'acquisition prioritaire sur les denrées alimentaires ; Art. 9 : *Ses explications de vote* [1^{er} octobre 1946] (p. 4329) ; — du projet de loi relatif à la répression de certains crimes contre le ravitaillement et la santé de la Nation, en qualité de *Rapporteur pour avis de la Commission de la justice* : *Discussion générale* [1^{er} octobre 1946] (p. 4331).

BADIOU (M. Raymond), Député du Département de la Haute-Garonne.

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2531). — Est nommé membre : de la Commis-